

**ASSEMBLÉE NATIONALE**  
5 novembre 2024

PLF POUR 2025 - (N° 324)

|              |  |
|--------------|--|
| Commission   |  |
| Gouvernement |  |

**AMENDEMENT** N ° II-1861

présenté par  
M. Arnaud Bonnet, Mme Sas, M. Amirshahi, Mme Arrighi, Mme Autain, Mme Balage El Mariky,  
Mme Belluco, M. Ben Cheikh, M. Biteau, M. Nicolas Bonnet, Mme Chatelain, M. Corbière,  
M. Davi, M. Duplessy, M. Fournier, Mme Garin, M. Damien Girard, M. Gustave,  
Mme Catherine Hervieu, M. Iordanoff, Mme Laernoës, M. Lahais, M. Lucas-Lundy, Mme Ozenne,  
M. Peytavie, Mme Pochon, M. Raux, Mme Regol, Mme Sandrine Rousseau, M. Ruffin,  
Mme Sebaihi, Mme Simonnet, Mme Taillé-Polian, M. Tavernier, M. Thierry et Mme Voynet  
-----

**ARTICLE 42**  
**ÉTAT B**

**Mission « Enseignement scolaire »**

|                                                                                                |
|------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Sous réserve de son traitement par les services de l'Assemblée nationale et de sa recevabilité |
|------------------------------------------------------------------------------------------------|

Modifier ainsi les autorisations d'engagement et les crédits de paiement :

(en euros)

| Programmes                                        | +          | -          |
|---------------------------------------------------|------------|------------|
| Enseignement scolaire public du premier degré     | 0          | 0          |
| Enseignement scolaire public du second degré      | 0          | 0          |
| Vie de l'élève                                    | 10 500 000 | 0          |
| Enseignement privé du premier et du second degrés | 0          | 0          |
| Soutien de la politique de l'éducation nationale  | 0          | 10 500 000 |
| Enseignement technique agricole                   | 0          | 0          |
| <b>TOTAUX</b>                                     | 10 500 000 | 10 500 000 |
| <b>SOLDE</b>                                      | 0          |            |

### EXPOSÉ SOMMAIRE

Le présent amendement vise à rétablir les crédits alloués aux fonds sociaux pour les élèves précaires à leur niveau de 2017, soit 59,5 millions d'euros.

Alors que la France a été frappée par de nombreuses crises depuis 2017, le montant des crédits alloués aux fonds sociaux a évolué de manière erratique : stable autour de 59 millions d'euros entre 2017 et 2019, il a été diminué brutalement de 28,4 millions d'euros en 2020 pour revenir à près de 50 millions d'euros en 2023. Dans le projet de loi de finances 2024, le budget alloué aux fonds sociaux a finalement encore baissé d'un cran, le portant à 49 millions d'euros, montant maintenu pour le PLF 2025.

En 2024, les familles ont fortement souffert de l'inflation qui pèse sur leur pouvoir d'achat. Certains ménages ont été pris en étau avec d'une part l'augmentation des prix de l'énergie et de l'alimentation et de l'autre l'augmentation des coûts liés à l'école, notamment sur les fournitures et la restauration collective. Si certaines communes ont fait le choix ne pas augmenter les tarifs de la restauration scolaire, d'autres sont contraintes de le faire, notamment dans les villes de taille moyenne et les villes rurales. Selon le vice-président de l'Association des maires de France (AMF), la moitié des communes ont appliqué une augmentation des prix des repas à la rentrée 2024. La FCPE estime que plus de deux millions d'élèves pourraient être privés d'accès à la cantine scolaire faute de ressources suffisantes. Le CNESECO estimait déjà en 2017 qu'en moyenne, au collège, les élèves issus de familles défavorisées sont deux fois plus nombreux (40 % d'entre eux) à ne pas manger à la cantine que les élèves issus de familles favorisées (22 %) et très favorisées (17 %).

Il est donc impératif de déployer tous les moyens nécessaires pour faire face à ces situations de

grande pauvreté. L'obstacle du non-recours n'est pas un argument suffisant pour faire de ce fonds une variable d'ajustement du ministère car le problème relève avant tout d'un manque de volonté politique. Le sujet n'est quasiment pas mentionné par le ministère dans les documents budgétaires malgré les retours inquiétants des syndicats et des fédérations de parents d'élèves. Aussi, il est impératif d'intégrer la politique sociale des établissements dans les lettres de mission des chefs d'établissement et des corps d'inspection, avec des contrats d'objectifs précis et des bilans annuels. Les rectorats doivent faire de la consommation des crédits une priorité absolue.

Nous souhaitons enfin insister sur le montant raisonnable proposé par cet amendement. En 2001, les crédits alloués aux fonds sociaux s'élevaient à plus de 70 millions d'euros. Ce montant est celui retenu par Jean-Paul Delahaye (ancien DGESCO) dans son rapport sur la grande pauvreté publié en 2015.

Dès lors, le présent amendement procède :  
- d'une part, à l'augmentation de 10 500 000 euros (en AE et CP) de l'action 04 « Action sociale » du programme 230 « Vie de l'élève »  
- d'autre part, à une baisse d'un même montant des crédits de l'action 08 « Logistique, système d'information, immobilier » du Programme 214 « Soutien de la politique de l'éducation nationale ».

Les auteurs de cet amendement n'ont pas l'intention de diminuer les crédits de cette action et appellent le Gouvernement à lever le gage.